

## 6<sup>e</sup> Forum Mondial de l'eau - Marseille 2012



### Forum Alternatif Mondial de l'Eau : « Eau source de vie, pas de profit »



Lieu de débat d'idées sur des thématiques pas ou peu abordées dans le cadre du forum « officiel », le Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME) s'est tenu du 14 au 17 mars.

Au cœur des sujets abordés par le FAME figure la promotion d'une gestion publique de l'eau, sans profit.

que là gérés par les communautés, ne va pas dans le sens d'une gestion démocratique de l'eau.

Au Sénégal, le partenariat entre Cherbourg et les collectivités locales de Tenghory milite ainsi contre le projet de l'Etat de confier la gestion de certains systèmes en milieu rural à des opérateurs privés, ce qui remettrait en cause le rôle actuellement joué par les Asufor (associations d'utilisateurs).

#### **Des partenariats pour défendre et renforcer la gestion publique de l'eau**

A l'image de ce partenariat entre Cherbourg et Tenghory, des partenariats « public publics » peuvent contribuer à renforcer mutuellement l'efficacité des opérateurs publics de l'eau et à promouvoir le modèle de la gestion publique de l'eau.

Certains pays d'Amérique Latine tels que l'Uruguay souhaiteraient à ce titre s'impliquer dans des partenariats Sud-Sud voire Sud-Nord pour partager avec d'autres pays les leçons qu'ils tirent de leurs expériences mitigées de « privatisation de l'eau ».

- [www.fame2012.org/fr/](http://www.fame2012.org/fr/)
- <http://www.foodandwaterwatch.org/reports/public-public-partnerships-europe/>



#### **L'efficacité des PPP contestée**

Lors d'une table ronde organisée sur le sujet, de nombreuses interventions remettent en cause l'idée que la gestion en « partenariat public-privé » est plus performante que la gestion publique.

Parmi celles-ci, un représentant d'un opérateur public au Salvador indique que l'efficacité prônée par les entreprises privées s'appuie sur des indicateurs économiques uniquement, alors que l'efficacité d'un service devrait aussi être mesurée selon des critères sociaux, comme la participation des citoyens au service ou la transparence de la gestion.

L'ONG italienne Acra relève qu'en Afrique, les systèmes d'eau potable délégués au secteur privé sont souvent des systèmes qui étaient déjà rentables et fonctionnels, alors que les zones les plus démunies et les moins rentables sont laissées en gestion publique ou communautaire. Sur ces zones, l'intervention de l'Etat apparaît indispensable quelque soit le mode de gestion choisi.

Tous s'accordent pour dire que la promotion du modèle de gestion publique de l'eau passe par un argumentaire qui reste à consolider en s'appuyant sur des données objectives.

#### **Impliquer les communautés dans la gestion de l'eau**

Certains pays d'Amérique latine rappellent qu'il est primordial que les communautés restent au cœur de la gestion de l'eau. En la matière, l'exemple de la Bolivie où l'Etat a repris des systèmes d'eau potable qui étaient jus-

## Coopération décentralisée : les syndicats français se mouillent !



M. Marcovitch (SIAAP) et  
M. Cambon (SEDIF)

Tente bédouine comble sur l'espace Terres arides et oasis du Forum, ce vendredi 16 mars où un side-event est consacré à l'amplification de la contribution des syndicats français des eaux, d'assainissement et de rivières, dans le cadre d'actions de coopération décentralisée.

Organisée par le SEDIF, le SIAAP et le pS-Eau, cette session a donné la parole à des élus et des agents d'un large panel de syndicats, invités à témoigner sur les raisons de leur engagement et les modalités de mise en œuvre de leurs actions.

Estimés à plus de 3,5 millions d'euros en 2010, les engagements des syndicats sont manifestes mais la marge de progression reste importante. Et pour accroître cette mobilisation, « les grands syndicats doivent aider les plus petits pour les inciter à rejoindre le mouvement » précise Christian Cambon, vice-président du Sedif.

« Il n'y a pas d'échelle pour intervenir », poursuit Hervé Paul, élu au Comité de bassin de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. D'autant plus que les agen-

ces encouragent fortement les syndicats à s'engager en soutenant financièrement les actions initiées : pour 1 euro apporté par un syndicat, les agences cofinancent en moyenne à hauteur de 5 euros. Un effet de levier non négligeable.

Au-delà de la mutualisation des financements, Jérôme Bouquet, chargé de projets pour la coopération décentralisée au sein du Syndicat de la vallée de l'Orge aval (SIVOA) ajoute « qu'il y a une réelle plus value à fédérer plusieurs collectivités autour d'un même projet, qui permet une complémentarité des savoir-faire de chacun dans leurs domaines de compétence respectifs ».

Pour autant, souligne Emmanuel Ngnikam d'ERA Cameroun, il ne faut pas perdre de vue qu'un des enjeux forts de la coopération décentralisée, c'est de s'attacher « à former des ingénieurs et des techniciens sur place, dans les pays d'intervention, en capacité de répondre aux besoins des maîtres d'ouvrages locaux pour l'organisation et la gestion des services », plutôt que de recourir ad vitam aeternam à une expertise du Nord. Constat partagé par Daniel Marcovitch, vice-président du SIAAP, qui souligne que « si on ne forme pas de compétences locales, les actions initiées ne durent pas ».

## L'assainissement, ce n'est pas que des latrines!

L'assainissement est devenu ces dernières années une préoccupation grandissante, et donc un secteur qui attire des efforts de plus en plus importants. On peut donc s'en féliciter, mais (et c'était là l'objet de la session organisée par le GRET), encore faut-il faire de l'assainissement jusqu'au bout et voir plus loin que les latrines ! Cette session a montré que quand on essaie de voir plus loin, les choses se compliquent grandement : parce qu'il y a de nombreuses questions à se poser lorsqu'on souhaite relever le défi de l'évacuation et du traitement des eaux usées, et parce que pour chacune de ces questions, il y a souvent plusieurs réponses possibles ! Les problématiques concernent notamment les aspects techniques (quelles options technologiques pour l'évacuation des eaux usées ? Pour le traitement ?), les aspects économiques (quelles stratégies pour le recouvrement des coûts ?), les aspects de gestion (quelle répartition des rôles et des responsabilités ?). Et chacune de ces questions est à aborder selon une approche territo-

riale pour donner la cohérence nécessaire à l'ensemble de la filière.

Trois messages clés ont été formulés au terme de cette session :

- 1) il n'y a pas une solution mais des solutions pour l'assainissement ;
- 2) ce n'est pas une action ou un projet d'assainissement qu'il faut mettre en œuvre, mais une stratégie d'intervention qui s'inscrit dans le temps ;
- 3) il est fondamental de ne pas se retreindre géographiquement à un ou deux quartiers, mais d'initier une approche globale à l'échelle du territoire communal.



## Faisons le bilan!

### Plus de solidarité pour l'accès à l'eau après le 6è FME?

#### Interview



**Pierre-Marie Grondin, Directeur du programme Solidarité Eau (pS-Eau)**

*Quelles étaient les attentes du pS-Eau sur le volet coopération décentralisée et plaidoyer vis-à-vis du 6è FME ?*

Ce que nous attendions principalement de ce FME était qu'une attention particulière soit accordée à la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et particulièrement à l'extension du principe de 1% solidaire pour l'eau à l'ensemble des pays d'Europe. Nous souhaitons que les barrières et les incompréhensions éventuelles sur ce sujet soient levées, et que les responsables politiques des pays d'Europe au sens large, et des institutions de l'Union Européenne, s'intéressent à la solidarité dans le domaine de l'eau.

Ce forum était aussi l'occasion d'essayer d'insuffler de nouveaux partenariats entre les collectivités et syndicats des eaux d'Europe et d'Afrique.

*Ces attentes ont-elles été satisfaites ?*

En ce qui concerne la reconnaissance de l'intérêt du 1% solidaire, nous pouvons dire que nous avons atteint nos objectifs. Tout le monde a entendu, lu, ou vu, quelque chose sur ce sujet à un moment donné lors de ce forum.

Pour ce qui est de la compréhension de ce que recouvre réelle-

ment ce principe, nous avons encore du chemin à faire. Certaines inquiétudes des acteurs concernés doivent encore être balayées. Si le principe fondamental de la solidarité des « riches » vers les « pauvres » pour l'eau fait désormais quasiment l'unanimité, des différences de perception subsistent sur les modalités d'action, et chacun reste relativement critique sur l'approche différente adoptée par le pays voisin.

Enfin, sur notre dernier point, je pense que tout le monde est relativement satisfait des rencontres que le forum nous a permis de provoquer et nous voyons déjà de nouveaux partenariats se nouer pour aboutir à de nouvelles opérations.

*Quels combats vous reste-t-il à mener ?*

Je suis convaincu que nous serons beaucoup plus efficaces lorsque nous serons plusieurs partenaires européens à soutenir des actions aussi bien sur le plan communautaire qu'au niveau international dans les PED. C'est en travaillant ensemble que nous lèverons les incompréhensions. Il faut généraliser les partenariats entre les pays intéressés pour innover, réfléchir ensemble à de nouveaux mécanismes, échanger sur les expériences déjà testées.

Notre principal challenge aujourd'hui: s'assurer que les fonds solidaires mobilisés localement servent avant tout à la formation et à l'appui à la maîtrise d'ouvrage locale, et constituent simplement un amorçage au financement d'infrastructures par les outils plus

classiques de l'APD.

Nous souhaitons aussi que ces partenariats soient l'occasion d'innover et de mettre en œuvre de nouvelles solutions pour répondre aux problématiques complexes des petites villes et zones périurbaines des villes des PED. Et à ce titre, il nous paraît essentiel que les savoir-faire des gestionnaires des services locaux (autorités locales, opérateurs privés, régies, etc.) soient plus largement mobilisés pour appuyer ces villes en matière de gestion et d'organisation des services.

*Quels types de moyens allez-vous mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs ?*

Il nous paraît pertinent de nous appuyer sur une plateforme d'échanges qui fonctionne réellement au niveau européen, et dont un des premiers résultats serait l'obtention de la part de l'Union Européenne d'un outil budgétaire dédié à l'appui des initiatives locales.

J'appelle tous les acteurs européens qui souhaitent travailler avec nous au développement de mécanismes innovants de solidarité pour l'eau à nous rejoindre pour créer ensemble cette plateforme. Un site internet dédié a été créé à cette fin : [www.water-1percent.org](http://www.water-1percent.org)





## Confronter des idées, nouer des partenariats, identifier des solutions

### Interview



**Christophe Le Jallé, programme Solidarité Eau (pS-Eau)**

*Quelles étaient les attentes du pS-Eau sur le volet Recherche et Développement vis-à-vis du 6è FME ?*

Nous avons deux niveaux d'attentes.

D'une part, ce FME était pour nous l'occasion de se mettre à l'écoute des réflexions que peuvent avoir d'autres acteurs du secteur, que ce soient des partenaires que nous connaissons bien ou moins bien. Nous voulions notamment être davantage à l'écoute du monde anglophone, savoir ce qu'ils font, mieux les connaître, et mieux les comprendre, pour étudier ce que nous pouvons faire ensemble. En parallèle, nous voulions profiter de ce grand rendez-vous pour partager les réflexions que nous avons conduites dans les dernières années, pousser les idées que nous défendons, et les confronter avec les approches des autres acteurs.

*Ces attentes ont-elles été satisfaites ?*

Je dirais que cela a assez bien fonctionné. Nous avons eu beaucoup d'opportunités de rencontres. Et nous avons même parfois réaménagé des sessions dans le courant du processus pour faire participer des acteurs que nous avons rencontrés entre temps.

Pour ma part, j'ai principalement suivi la thématique de l'assainissement. Ce forum est une étape très intéressante pour ce sujet. Dans les précédents forums (Kyoto, Mexico, Istanbul), nous étions des marginaux quand nous parlions d'assainissement. Ce forum a pour

la première fois donné une réelle place à cette thématique et toutes les facettes de la problématique ont été abordées.

De plus, on a pu sentir que les acteurs qui se sont impliqués dans le processus préparatoire ont une réelle volonté d'échanger et de continuer de travailler ensemble sur ce sujet.

*Quelles sont les solutions innovantes que vous avez retenues, les grandes idées qui ressortent des différents échanges ?*

Le sujet de la planification de l'assainissement est un sujet qui nous intéresse particulièrement et qui nous paraît crucial, notamment l'articulation des différentes échelles, nationale et locale, et peut-être de nouveaux niveaux intermédiaires qu'il faut explorer. Nous le savions déjà, mais cela a été confirmé par tous les acteurs : ces planifications ne seront efficaces que s'il y a concertation et implication de toutes les parties prenantes. C'est donc sur cet enjeu que nous allons continuer de travailler.

Par ailleurs, ce forum a montré que l'on décroïsonne de plus en plus la thématique de l'assainissement. Auparavant, on abordait chaque angle de la problématique de séparément. Or, à travers les processus de planification stratégique, on se rend compte qu'il faut bien inclure toutes les dimensions dans une réflexion globale.

*Quelles sont vos projets pour les prochains mois, les thématiques à approfondir, les partenariats à développer ?*

Je vois quatre grands défis à relever pour les prochains mois :

1) Premièrement, vis-à-vis d'un engagement que nous avons pris de veiller à ce que les deux cibles liées à la planification de stratégies d'assainissement, notamment

locale mais aussi nationale, soient atteintes. Nous allons donc travailler avec les acteurs locaux dans chaque pays pour promouvoir et accompagner l'élaboration et la mise en œuvre de ces stratégies.

2) Le grand absent du forum aura été selon nous le thème de la gestion des eaux pluviales. Il a pu être abordé à la marge dans quelques sessions, notamment avec l'AESN, mais doit avoir beaucoup plus sa place. Il ne faut pas attendre le prochain forum pour mettre ce sujet sur la table mais arriver à lancer un réel travail sur cette question dès maintenant.

3) Un chantier que l'on va entamer dès aujourd'hui : celui des égouts à faible diamètre ou mini-égouts. C'est une option qui semble intéressante dans des contextes précis, et nous voulons donc travailler sur cette question pour mieux préciser ces contextes et pouvoir promouvoir cette solution. Grâce à une convention signée aujourd'hui même entre le président du SIAAP et le directeur du pS-Eau, nous allons pouvoir commencer une étude sur ce sujet.

4) Enfin, la question de l'accès aux financements pour les acteurs locaux est un thème qui a fait l'objet de plusieurs sessions mais sur lequel il reste beaucoup à faire et sera donc un autre chantier sur lequel le pS-Eau souhaite travailler dans les mois à venir.



**Maurice Ouzoulis, président du SIAAP  
Pierre-Marie Grondin, directeur du pS-Eau**

Signature de la convention SIAAP / pS-Eau  
pour l'étude sur les mini-égouts,  
Vendredi 16 Mars

## Effet Papillon pour les ONG: une représentation structurée et influente

### Interview



**Sophie Tolachides,**  
**Directrice du**  
**Plaidoyer,**  
**Eau Vive**

*Peut-on dire que ce 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau a marqué un tournant pour la représentation des ONG dans ce type d'évènement ?*

Ce 6<sup>ème</sup> FME a pour nous été marquant à trois niveaux : pour l'ampleur qu'a pris le processus préparatoire des ONG au sein de l'Effet Papillon, pour la large participation des ONG au sein des sessions officielles et parallèles, et pour la place qui a été laissée aux ONG notamment dans le processus politique.

Nous avons beaucoup travaillé pendant un an et demi afin d'arriver structurés et coordonnés à Marseille. L'Effet Papillon a été lancé en Décembre 2010 avec 4 collectifs d'ONG (la Coalition Eau, le Secrétariat International de l'Eau, le Fresh Water Action Network et Women for Water Partnership) ainsi qu'Eau Vive. Au final, nous sommes arrivés à 90 collectifs de tous les continents au Forum. Nous n'avions jamais été aussi structurés dans les précédents forums, travailler tous ensemble à cette échelle est tout nouveau et c'est quelque chose que nous voulons retenir pour les prochains événements internationaux, pas seulement les Forum de l'Eau, mais aussi les sommets onusiens. Ce FME n'était pas une finalité, mais une première grande étape vers une meilleure structuration des ONG à l'échelle internationale. Par ailleurs, pour la première fois, le processus préparatoire officiel a

été vraiment inclusif. Cela a plus ou moins bien fonctionné selon les processus. Cela a été plus difficile avec le processus régional. Au niveau du processus thématique, il s'agissait plutôt de contraintes logistique, de connexion internet ou de traduction. En revanche, nous sommes vraiment satisfaits de notre intégration dans le processus politique, alors même que nous craignons que ce soit le plus fermé. Nous avons fait le choix de nous concentrer sur le processus ministériel, pour faire le lien avec Rio+20 et cibler les décideurs nationaux. Nous avons été invités à participer aux deux Prep Com (réunions préparatoires) visant à élaborer la Déclaration Ministérielle. Trois places ont été accordées aux ONG, une pour les ONG environnementales, une pour les ONG de développement, et une pour les ONG humanitaires.

Les attentes et les propositions des ONG ont été entendues dès le premier draft de la déclaration, c'est vraiment une démarche que nous souhaitons faire perdurer pour les prochains forums.

*Quels messages portés par les ONG ont été finalement repris dans la Déclaration Ministérielle ?*

La Déclaration Ministérielle adoptée lors du Forum s'est nettement améliorée dans sa formulation par rapport au premier draft. Elle est devenue plus engageante. Nous avons appelé les Etats à avoir de l'ambition et à passer aux actes. La question de solidarité territoriale et internationale était peu présente au départ et ressort davantage dans la déclaration adoptée. Nous avons aussi beaucoup insisté sur la question des

financements, et appelé les bailleurs internationaux à s'engager à soutenir les pays qui en ont le plus besoin. Les questions humanitaires ont été bien évoquées, notamment l'importance de faire le lien entre l'intervention en période de crise et la phase de reconstruction.

*Quels combats vous reste-t-il à mener ?*

Un sujet reste essentiel : la question du droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement. Les débats n'ont pas été évidents dans les Prep Com sur cette thématique. La reconnaissance par l'ONU de ce droit a fait l'objet d'abstentions de la part de certains pays et cela s'est beaucoup ressenti dans les Prep Com. Or, la Déclaration Ministérielle doit être adoptée par consensus, et cela était un gros enjeu pour la France et la commission politique d'essayer de la rendre engageante sur ce sujet.

En tant que collectif d'ONG, nous allons continuer de pousser ce sujet. De nombreuses questions restent en suspens : comment mettre en œuvre ce droit, comment le faire inscrire dans les constitutions, comment le rendre opposable, et à quelles échéances ? L'échéance de 2030 a été évoquée. Les OMD ne sont pas une fin en soit. L'accès à l'eau reste très inégal en fonction des territoires, des problèmes de qualité continuent de se poser, et la société civile a un rôle à jouer aussi, avec les élus locaux, les usagers, les pouvoirs publics, dans le dialogue et la concertation pour rendre ces objectifs atteignables.



En route pour le 6<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau - Marseille 2012  
PARTAGEONS NOS SOLUTIONS